Cela signifie qu'on n'a pas défini une tactique en projetant des généralités stratégiques dans le moment présent... Encore faut-il que l'application soit adaptée à la réalité concrète du moment et non aux simples vœux de l'avant-garde. Prenons l'exemple de Trotsky dans « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste » : il dit bien que le sort du mouvement ouvrier est le reflet du sort de l'Etat bourgeois et qu'avec la disparition de la démocratie parlementaire, il est impossible de revenir à « la vieille démocratie ouvrière » ; c'est là la compréhension théorique d'une tendance fondamentale de la période. Trotsky n'abandonne pas pour autant le mot d'ordre de démocratie ouvrière dans les syndicats qu'il met au contraire en avant comme une riposte tactique à l'intégration syndicale à une époque où l'avant-garde est minoritaire dans la classe et dans les syndicats sous contrôle social-démocrate ou stalinien.

III. — LES STRATEGIES OUVRIERES

1. LES « FONDEMENTS » DU REFORMISME REVOLUTIONNAIRE

A propos de théories de Gorz en France, de Magri en Italie, on a parlé de néo-réformisme révolutionnaire. A y regarder de près, ce réformisme n'est guère révolutionnaire, il n'est pas davantage néo. Il reste le réformisme le plus traditionnel. Revenons-y pour mieux éclairer par différence la stratégie de transition.

Le réformisme part de constatations simples et apparemment de bons sens :

— dans le capitalisme contemporain, il y a intervention accrue de l'Etat qui permet à la bourgeoisie de surmonter ses contradictions ;

— il y a socialisation progressive de la production qui conduit au socialisme par une sorte de croissance naturelle ;

— le niveau de vie de la classe ouvrière s'élève de telle sorte qu'elle n'est plus poussée à la révolte par l'insatisfaction de ses besoins élémentaires.

Remarquons immédiatement au passage, en reprenant point par point que :

— l'intervention de l'Etat (planification, secteurs nationalisés, crédit), n'est efficace qu'aussi longtemps que la classe ouvrière la subit sans broncher. L'efficacité de l'intervention étatique n'est donc pas absolue. Elle est directement proportionnelle à la passivité des organisations ouvrières ;

— la socialisation de la production, c'est-à-dire la division technique accrue du travail qui rend sans cesse davantage de travailleurs dépendants les uns des autres dans le processus de production, n'est pas un germe naturel du socialisme. Elle en fait comprendre la possibilité, elle rend plus douloureuse la contradiction entre la socialisation de la production et l'appropriation privée des moyens de production. Mais elle ne contient pas l'embryon de socialisme. Pour y parvenir, il faudra encore passer sur le corps de l'Etat bourgeois ;

— enfin, l'élévation du niveau de vie des travailleurs n'est un obstacle à la révolution que pour un marxisme vulgaire. Ce sont toujours les ouvriers relativement bien payés, ayant des loisirs pour se cultiver, qui ont été à l'avant-garde du prolétariat et non la majorité ouvrière imprégnée par l'idéologie dominante. C'est ce que constatait encore Mandel à propos des grèves belges de 1961 : « La grève belge a démontré que, contrairement à ce qu'on prétend souvent, les secteurs les mieux rétribués de la classe ouvrière sont souvent capables de conserver plus nettement leur conscience de classe. »

Pourtant, le « néo- » réformisme ne connait pas ces objections. Il se contente de pseudo-évidences pour en déduire une série de conséquences simples. Ainsi Gorz, dans « Stratégie ouvrière et néocapitalisme » :

a) « Le refus de la société a perdu dans les pays capitalistes avancés sa base naturelle » ;

b) « L'intolérabilité du système n'est plus absolue mais relative » ;

c) « La prise de pouvoir insurrectionnelle est hors de question ».

Voilà. Le tour est joué. A partir d'éléments d'analyse disjoints et dispersés, on bâtit une théorie sans saisir les éléments « dans leurs rapports organiques avec l'ensemble du développement capitaliste » (Rosa Luxembourg). On en déduit que le système n'est plus intolérable, qu'il n'y a plus de base naturelle à la révolte et que la perspective insurrectionnelle est exclue.

Mais s'il n'y a plus de bases naturelles à la révolte du prolétariat, pourquoi diable chercherait-on encore à construire le socialisme. Réponse d'intellectuel (de gauche, bien sûr) : parce que le capitalisme est irrationnel, encombré de contradictions et que le « modèle socialiste », épuré de ses contradictions est plus satisfaisant pour l'esprit. C'est tout simple, mais il faut choisir son camp : si on ne voit plus les ressorts de la révolution socialiste dans les contradictions objectives du capitalisme mais dans les mérites comparés des modèles... on est passé du côté de l'idéalisme. Et, en fait de néo-réformisme, on y retrouve toutes les momies classiques à commencer par Bernstein lui-même à qui Rosa Luxembourg répondait déjà :

« En un mot, ce que nous obtenons, c'est une motivation du programme socialiste au moyen de la connaissance pure, c'est-à-dire en langage plus simple, une motivation idéaliste, tandis que la nécessité objective du socialisme, c'est-à-dire l'explication du socialisme par toute la marche du développement matériel tombe. »

2. LA « STRATEGIE » REFORMISTE.

L'intérêt du raisonnement pour les réformistes, c'est qu'il servait d'alibi à leurs capitulations. Son intérêt pour les « néo »-réformiste, c'est qu'il leur permet d'absoudre le stalinisme. Si les conditions objectives de la révolution socialiste ont disparu et si seule la rationalité supérieure du socialisme incite encore à la révolution, les directions ouvrières n'ont plus aucune responsabilité dans les défaites du prolétariat. Leur seule faute est de n'avoir pas su dresser un tableau convainquant et alléchant du socialisme futur. Pour refaire une jeunesse à l'image du socialisme, il suffit de combler le « retard théorique » qui est la principale faiblesse du mouvement ouvrier. Et les intellectuels particulièrement aptes à cette besogne (pas vrai, Althusser ?) pourraient entrer par la grande porte dans le grand parti.

Voilà pour la trame du raisonnement. Maintenant, quelles forces vont construire le socialisme ? Le léninisme explique que c'est le prolétariat qui entre en mouvement dans la crise révolutionnaire et sous forme de soviets et de conseils d'usine s'organise pour l'insurrection et le pouvoir. Ces organes représentent la classe mobilisée et organisée pour l'exercice du pouvoir ; le parti y intervient mais ils sont autonomes par rapport au parti. Et s'il n'y a plus ni crise, ni insurrection comme l'affirment les néo-réformistes, il n'y aura plus d'organisation de la classe en lutte. Alors, on se contentera des syndicats. C'est d'ailleurs pour ça qu'on insiste sur leur autonomie ; non pas leur indépendance par rapport à l'Etat mais leur autonomie par rapport aux partis. Ils sont les organes privilégiés de la prise progressive du pouvoir. Il s'agit bien de conquérir dès à présent des pouvoirs qui préparent le prolétariat à la direction de la société ». Et « s'il est question de